

# 8 avril 2008 : Simulation d'accident nucléaire à Grenoble et Fontaine.

## *Les cowboys sauveront-ils les cobayes ?*

Texte publié le jeudi 3 avril 2008 par Benoit Rézens  
sur le site internet <http://grenoble.indymedia.org>

J'aime bien une certaine forme de risque. Le frisson du vide au bout de quelques mètres d'escalade, l'incertitude d'un lendemain loin du train-train, le défi de se lancer dans un projet un peu fou. Un risque choisi, appréhendé, stimulant. Un risque opposé à d'autres, subis, mal connus et angoissants. Le genre de risques que l'on prend quand on habite dans la cuvette grenobloise. Habiter dans la cuvette grenobloise, ça veut dire vivre près d'un site nucléaire en activité, de 11 sites Seveso (travaillant avec des matières dangereuses, comme l'usine AZF de Toulouse), et de 3 laboratoires P3 (labos de recherche au niveau de confinement 3, où les manipulations peuvent provoquer des dangers pour la santé humaine). Habiter dans la cuvette grenobloise, ça veut dire être à tout moment à la merci d'une défaillance technique ou humaine entraînant un accident grave. Perdre la vie, un ami, de la famille, son toit, ses voisins. Habiter dans la cuvette grenobloise, c'est donc être un cobaye du développement techno-industriel et un spectateur de la culture du risque.

Mais n'ayons crainte ! Les autorités – qui ont tout prévu - organisent des exercices de simulation afin de s'entraîner à la catastrophe. Le 8 avril prochain, une faux accident nucléaire aura lieu à l'Institut Laue-Langevin (ILL, comportant un réacteur nucléaire à haut flux) afin de tester le plan de secours sur les communes de Fontaine et de Grenoble. Prenons le risque d'étudier ceci de plus près.

« Aujourd'hui, c'est un exercice et j'ai fermé ma porte en entendant les messages de prévention dans les haut-parleurs, expliquait hier un garagiste fontainois, mais quand ça arrivera vraiment je paniquerai peut-être. » (Daubé, 15 Juin 2005)

Sirènes, mégaphones, blocage des routes, police, pompiers.... : le scénario qui va se dérouler le 8 avril, les salariés et les voisins de l'Institut Laue Langevin (ILL) le connaissent déjà : un exercice similaire avait eu lieu le 14 Juin 2005. Ce qui avait entraîné une réactualisation du Plan Particulier d'Intervention, dont la nouvelle mouture va être testée ce 8 avril.

Programme des réjouissances : accident fictif à l'ILL (pas avant 9h30 mais heure exacte non précisée afin de « tester la réactivité ») – déclenchement du Plan d'Urgence Interne par la direction de l'ILL – mobilisation du personnel, prévention des pouvoirs publics – mise en place par le préfet du Plan Particulier d'Intervention, c'est-à-dire évacuation de la population dans un périmètre de 300 mètres (concernant des entreprises situés sur le Polygone) et mise à l'abri dans un rayon de 500 mètres (concernant un petit quartier de Fontaine) – 10h30 : invitation de la presse pour la mise à l'abri des enfants de l'école Elsa Triolet à Fontaine – 16h30 : fin de l'exercice, conférence de presse au Gymnase Gérard Philippe à Fontaine.

En clair, une journée qui, contrairement aux intentions de ses protagonistes, prouve que personne n'est prêt en cas d'accident nucléaire :

► Nombre de personnes ne jouent pas du tout le jeu. En 2005, beaucoup d'habitants « n'avaient pas jugé utile de faire [l'exercice] sachant pertinemment qu'il ne s'agissait « que » d'un exercice ». (Daubé, 15 Juin 2005) Même les salariés des services techniques de Fontaine n'ont aucune envie de simuler : beaucoup s'arrangent pour ne pas être là le jour-test. Finalement les seuls à véritablement se prêter au simulacre sont les différents corps de police, trop contents de pouvoir gérer les masses et de se persuader que leur métier pourrait les amener à sauver des gens. On joue à la guerre, alors ça plait aux cowboys.

► La simulation ignore un paramètre étranger aux technocrates de la préfecture ou de l'Autorité de Sécurité Nucléaire : les humains - les vrais - ont des sentiments, des fois incontrôlés, et sont généralement sujets à la panique. Petit exemple : croyez-vous qu'en cas d'accident nucléaire, une mère ou un père se contentera de rester cloîtrée chez elle comme-ils-disent-à-la-radio ? Ne pensez-vous pas qu'effrayée à l'idée de perdre ce qu'elle a de plus chère au monde, ils tenteront coûte que coûte d'aller récupérer leurs enfants à l'école ? Très peu de gens réagiraient « comme il faut » en cas d'accident, parce que ce « comme il faut » sort de cerveaux formatés par la rationalité scientifique et militaire et donc ignorants des réactions sensibles propres aux humains. Le même genre de cerveau capable d'inventer la fusion nucléaire sans réfléchir à ses terribles conséquences sociales.

La simulation a néanmoins un mérite : mettre en exergue les dangers du nucléaire.

► L'existence même d'une simulation entérine la possibilité d'un accident. Le baratin des promoteurs du nucléaire à chaque simulation pour minimiser le risque n'en est que plus ridicule. La preuve est là : ce risque existe bel et bien.

► La simulation permet de questionner quelques aspects des dispositifs de sécurité. Avez-vous entendu parler des pastilles d'iodes ? Réclamés notamment par certains « anti-nucléaires » pour les voisins des installations nucléaires, elles sont censées protéger de l'iode radioactif. Le problème c'est qu'elles sont efficaces seulement si elles sont prises plusieurs heures avant l'exposition à l'iode radioactif (1). Amis Fontainois voisins de l'ILL, n'oubliez pas d'anticiper l'accident nucléaire et de gober votre pastille le matin où vous pressentez que ça va péter !

Quand au périmètre de sécurité, plus grand monde n'est dupe depuis l'arrêt « officiel » du nuage de Tchernobyl à la frontière française. Qui nous dit que les éventuels particules radioactives s'échappant de l'ILL s'arrêteraient au maximum à 500 mètres du réacteur, quel que soit la force du vent ? Comment cette distance est-elle calculée ? N'est-elle pas décidée avant tout par un simple souci de facilité et de minimisation des peurs ? A Fontaine, des habitants situés à 520m du réacteur restent sceptiques, tout comme un voisin de l'usine Stepan Europe (classé Séveso) à Voreppe : « Le périmètre de sécurité a été établi grâce à l'étude des dangers qu'impose le classement « Seveso seuil haut ». Il est de 280 mètres. A 300 mètres des cuves de Stepan Europe, ces 280 mètres font sourire quelques riverains. « Moi j'habite en limite de ce périmètre, à 290 mètres de Stepan. Vous croyez que les fumées vont s'arrêter par magie avant ma maison, s'interroge Gilles. Faut que l'usine s'en aille ». » (Daubé, 20 décembre 2007)

► Enfin, car l'on voit que, pour les nucléocrates, le principal enjeu de la simulation comme d'un accident nucléaire est la communication. Même l'Évènement du Jeudi (mai 1991) n'est pas dupe : « En 1989, le CEA a simulé pour ses cadres une crise fictive sur le thème d'un Tchernobyl à la française. Des journalistes payés 10 000 F/j ont été conviés à jouer le rôle qui serait le leur si la centrale venait à mettre réellement en danger la vie de la population.[...] Ces dispositifs de gestion de crise ont pour but de contrôler l'information. Plus habilement que la censure, laquelle engendre rumeurs et comportements incontrôlables, la manipulation s'exerce en amont : la vérité n'est plus interdite, elle est maquillée. Même si elle finit par émerger, il sera trop tard pour rectifier le tir : un organe de presse revient rarement sur un sujet d'actualité périmé ou sur une affaire bouclée. »

Pour la simulation du 8 avril, des étudiants de Sciences Po Grenoble ont été recrutés pour exercer une « pression médiatique simulée locale », c'est-à-dire pour entraîner les participants à l'exercice à maîtriser leur communication et faire croire que tout est contrôlé.

Au fait, qu'est-ce que c'est cet Institut Laue Langevin ?

Fondé en 1967 par la France et l'Allemagne, c'est un organisme de recherche international, engloutissant chaque année 78,5 millions d'euros d'argent public. Il fait partie de la liste interminable de rejets du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) ; Louis Néel, patron d'alors du CEA Grenoble, ayant été très actif dans son implantation à Grenoble. A l'intérieur s'y trouvent des chercheurs de toute l'Europe, des techniciens, des machines à cafés, mais surtout un « réacteur nucléaire à haut flux » (un peu moins dangereux que les centrales nucléaires), ce qui permet d'avoir « la source de neutrons la plus intense du monde », capable de « sonder la matière ». Très bien, mais pour quoi faire ? De la recherche en biotechnologies, physique du solide, magnoélectronique, pharmacologie...

Je ne suis pas scientifique et n'ai pas enquêté sérieusement sur l'ILL. Peut-être l'ILL permet des avancées dans certains domaines de la connaissance. Peut-être. Sans doute ses recherches aboutissent sur des applications pas vraiment utiles socialement permettant à des industriels d'augmenter leurs profits. Sans doute oeuvre-t-il à perfectionner l'énergie nucléaire, les technologies nanométriques et autres industries construisant chaque jour un monde technifié de plus en plus déshumanisé. Sans doute.

Notons tout de même une différence majeure avec les autres centres de recherche grenoblois : une clause garantit que les résultats des recherches ne pourront être utilisés qu'à but pacifique et exclut donc les militaires comme possibles partenaires<sup>5</sup>. Pour savoir si elle est appliquée et pour mieux connaître cet institut protégé par le secret et le jargon scientifique, une bonne enquête serait nécessaire. Avis aux travailleurs de l'ILL pour leurs témoignages.

A vrai dire, les études de l'ILL, ça ne m'intéresse guère. Ce qui m'interpelle c'est que son existence induit un risque important. « En cas de perte du gaz radioactif [de l'ILL], celui-ci se disséminerait dans l'air et sur le sol. Et cela aurait pour conséquence la contamination ou l'irradiation des personnes présentes entraînant le risque de développement de cancers. » (Daubé, 9 octobre 2007)

► Ce risque induit donc de vivre dans une société de la peur et d'être obligé de s'en remettre aux forces de l'Etat pour espérer être protégé. D'une part, on peut se demander s'il est bien raisonnable de faire confiance à des personnes et des institutions qui nous ont ostensiblement menti sur – entre autres – les conséquences de Tchernobyl. D'autre part, notons qu'à travers des exercices de simulations comme ceux du 8 avril, les services de la Préfecture ou de l'Autorité de Sécurité Nucléaire promeuvent – pour le plus grand bonheur des dominants – la soumission des corps, l'habituation des esprits à un monde géré militairement, et habituent les individus à être acteurs de leur propre servitude.

► Ce risque est entouré du secret. A l'automne 2007, une augmentation du taux de radioactivité avait été constaté dans le circuit primaire du réacteur. Celle-ci était probablement due à une défaillance technique (non définie précisément) et avait entraîné l'arrêt du réacteur. Croyez-vous que l'on ait entendu parler de cet événement dans le Dauphiné Libéré ou la presse régionale ? Bien entendu, non.

► Ce risque est un paramètre que devront prendre en compte les futurs nouveaux habitants du Polygone scientifique : le projet GIANT de réaménagement du secteur inclus la construction de 5000 logements à moins de 2 kilomètres de l'ILL.

Curieusement, l'existence de l'ILL et donc d'un réacteur nucléaire au coeur de la ville n'est jamais évoqué par les politiciens, même par les Verts qui comptaient pourtant - en cas d'élection à la mairie - faire de Grenoble la « première ville écolo de France ». Ont-ils eu trop peur de froisser leurs électeurs travaillant la-bas ou voulaient-ils oeuvrer à un risque nucléaire « durable et solidaire » ?

Michel Destot, toujours maire de Grenoble, a quant à lui repris l'ambition creuse et racolleuse de faire de Grenoble « la première grande ville écologique » tout en comptant s'appliquer à maintenir les risques durables menaçant la cuvette. Pour ne citer que les plus dangereux : nucléaire à Grenoble, sites Sévés à Pont de Claix, Jarrige, Domène, Vif, Champagnier, Voreppe (chimie, pétrochimie, plasturgie, poudres, explosifs, carbochimie organique,... ) ou laboratoires P3 à Grenoble et La Tronche (virologie, bactériologie...) (2). On le voit, c'est de l'écologie pure et dure. A quand un label bio et une norme Iso 451 001 pour tous ces secteurs ?

Défendant l'idée que " le nucléaire est dangereux comme la montagne est dangereuse" (3), Michel Destot compte sur l'Institut des Risques Majeurs de Grenoble pour persuader les habitants que tout est contrôlé. Cet institut, fondé en 1988, grassement subventionné par les collectivités locales, s'applique à informer les

habitants de la cuvette grenobloise sur les risques les entourant. Afin de maintenir l'illusion qu'il leur suffit de suivre les conseils de sécurité pour ne rien craindre : En cas d'accident nucléaire ou chimique, surtout, ne fumez pas pour ne pas provoquer d'explosion ! En cas de rupture de barrage, tâchez de vous réfugier sur la colline la plus proche ! Appliquant la même philosophie que Michel Destot, l'Institut des Risques Majeurs présente sur un même plan les risques naturels et les risques industriels.

Ce rapprochement édifiant vise à accréditer l'idée que les risques industriels et technologiques sont inéluctables et qu'il faut uniquement s'appliquer à vivre avec. En en profitant au passage pour enlever toute responsabilité aux élus et responsables d'entreprises ou d'institutions ayant décidé de l'implantation de ses sites, et donc de la transformation des habitants en cobayes du développement techno-industriel. On l'a vu à Toulouse avec AZF : malgré trente morts et 2500 blessés, aucun responsable n'a véritablement été inquiété.

La chasse d'eau sur la cuvette

Le 10 août 1191, le lit de la Romanche (affluent du Drac) est barré par un éboulement qui crée un barrage naturel au niveau des gorges de l'Infernet à Livet-et-Gavet. Un lac, appelé Saint-Laurent, se forme alors sur des kilomètres en amont dans la plaine du Bourg d'Oisans jusqu'à atteindre pratiquement le village, rebaptisé « Saint-Laurent-du-Lac ». Le 14 septembre 1219, un violent orage apporte un surplus d'eau qui cause la rupture du barrage à 22 heures et la vidange du lac. Une vague descend la Romanche puis le Drac et se jette dans l'Isère. Grenoble est plutôt épargnée par cette première crue car la ville ne s'étend pas jusqu'au Drac. Mais la hausse du niveau des cours d'eau provoque un reflux de l'Isère qui coule à contre-sens pendant quelques heures et forme un lac dans le Grésivaudan à la hauteur de Meylan. Lorsque la décrue du Drac survient, c'est le lac de l'Isère qui se vide à son tour. Le niveau de l'eau monte alors dans la ville et des milliers de personnes périssent. Cette crue sans précédent ravagea le Grenoble du Moyen-Age.

Huit siècles plus tard, une partie de la montagne dite du Mont Sec situé sur la commune de Séchilienne (un peu après Vizille) menace toujours de s'effondrer. Demain ou dans 200 ans, trois millions de m<sup>3</sup> pourraient glisser, obstruer la vallée, constituer un barrage, entraîner la formation d'un immense lac et donc la possibilité, en cas de rupture du barrage, de grosse vague sur la cuvette. De nombreux experts étudient très sérieusement ce risque mais n'ont toujours pas trouvé de parade.(2) Un risque naturel... Sauf que la différence avec le 13ème siècle, c'est que l'urbanisation a explosé dans les zones concernées et que 7 entreprises dans le secteur de la chimie classées Seveso seuil haut se sont installées entre Pont-de-Claix, Champagnier et Jarrie. Au risque naturel vient donc se rajouter le risque industriel, multipliant de façon exponentielle (voire explosedansleciel) les conséquences désastreuses en cas d'accident.

Je ne veux pas retourner au 13ème siècle. Je veux juste ne plus vivre avec cette industrie du risque.

Benoît Rézens, Grenoble, le 3 avril 2008, [cuvetta@no-log.org](mailto:cuvetta@no-log.org)

Notes

(1)<http://www.dissident-media.org/info...>

(2) <http://www.irma-grenoble.com>

(3)<http://www.piecesetmaindoeuvre.com/...>